

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

Partie III – Géodynamique continentale de l'Europe, de l'Afrique, du Proche et Moyen-Orient

Thème 13 : L'Europe, une et diverse

1. La diversité religieuse de l'Europe et ses effets

a. Au Moyen Âge, deux christianismes en expansion

Orthodoxes et catholiques entreprennent de convertir les peuples restés païens. Les missionnaires byzantins évangélisent les peuples du Sud-Est et de l'Est de l'Europe en diffusant l'écriture grecque (alphabet cyrillique, du nom du principal évangéliste des Slaves, Cyrille) et en répandant les églises en forme de croix grecque. De ce fait, après la chute de Constantinople, les princes de Moscou considèrent que la Russie qu'ils sont en train de forger est le successeur naturel de Byzance, elle-même héritière de Rome : ils se proclament tsars (césars, en russe) et ont à cœur de protéger les Slaves des Balkans et l'orthodoxie. Moscou se veut la « troisième Rome », porteuse comme ses devancières d'une mission universelle. Quelque chose de ce messianisme est repris quand elle devient en 1919 « La Mecque » du communisme.

À l'Ouest, l'Église catholique en place est animée d'un égal prosélytisme. À partir du XI^e siècle, une politique d'évangélisation menée par des ordres militaro-religieux allemands comme les chevaliers teutoniques convertit au christianisme les populations de Bohême (région de Prague), de Scandinavie, des bords de la Baltique... La Pologne massivement catholique se distingue d'un monde russe pris en charge par l'Église orthodoxe.

Parallèlement, le pape Urbain II prêche en 1095 une croisade pour enlever le contrôle des Lieux saints de Palestine (Jérusalem, Bethléem, Nazareth) aux Turcs. Neuf croisades eurent lieu, jusqu'en 1291. Ces expéditions militaires parvinrent à établir temporairement des États latins en Orient, mais échouèrent à ramener au christianisme la région qui en avait été le berceau et qui s'était, pour des raisons complexes, massivement convertie à l'Islam aux VII^e-VIII^e siècles – demeurent cependant d'actives communautés chrétiennes au Liban, en Syrie, en Égypte...

En revanche, la Reconquête de l'Espagne passée presque tout entière aux mains de princes musulmans au VIII^e siècle s'achève en 1492 par la prise de Grenade. Elle est du reste suivie d'une expulsion tant des musulmans que des Juifs : cette décision des Rois Catholiques met fin aux contacts intenses entre les trois monothéismes dont l'Andalousie avait donné l'exemple – gardons-nous cependant d'idéaliser : les chrétiens soumis aux princes arabes ou maures étaient taxés et persécutés plus souvent qu'à leur tour. La tolérance est une valeur moderne, fruit de la sécularisation.

b. Diversité religieuse et Europe des arts à l'époque moderne

La division entre territoires catholiques et protestants a eu aussi des répercussions dans les arts. À l'homogénéité de l'architecture religieuse durant le Moyen Âge (art roman puis gothique) se substituent des courants artistiques différenciés, liés en partie aux confessions. Lié à la Contre-Réforme, un « croissant baroque » s'allonge de Naples à Prague en passant par l'Autriche. Les églises à la décoration chargée exaltent la puissance de l'Église, intermédiaire entre les fidèles et le

Ciel, d'où la mise en scène des autels, avec souvent des baldaquins imposants, celle aussi de la chaire d'où le prêtre « sermonne » ses ouailles ; les figures de saints et de la Vierge sont omniprésentes. À l'inverse, on trouve un art très sobre dans les temples protestants : la retenue est préférée à l'émotion, le pasteur est intégré dans la communauté (il est élu, dans certaines confessions), les saints ou Marie ne sont pas honorés...

Cela dit, l'art classique est le contraire du baroque dans une France catholique : chaque lieu décline donc des tendances générales à sa manière dans une Europe où le souci qu'ont les puissants de se différencier multiplie les particularismes.

c. De la religion à la politique ?

On constate que les idéologies anti-capitalistes ont eu peu de prise en Angleterre ou en Scandinavie (pour ne rien dire des États-Unis ou des autres pays neufs) alors que les pays de tradition catholique ont connu au XX^e siècle des partis communistes influents (Italie, France, Espagne, Portugal) : l'attachement au libéralisme politique est mieux établi dans les premiers que dans les seconds. Sans doute l'habitude des communautés protestantes de s'administrer elles-mêmes a-t-elle favorisé une culture démocratique ?

Cela dit, gardons-nous de généraliser là encore : l'Allemagne protestante a voté bien plus que la Bavière catholique en faveur des nazis en 1930-1932. Les comportements des sociétés n'admettent jamais d'explication unique.

d. Fait d'actualité : Les religions aujourd'hui dans l'Union européenne

La séparation entre le pouvoir politique et les Églises existe dans tous les États de l'UE. La laïcité est un des principes sur lesquels repose l'UE – liberté de conscience, non-discrimination, autonomie respective du politique et du religieux – même dans les pays où existe une religion d'État : Grèce, pays scandinaves.

La plupart des États ont enregistré un recul des pratiques et des croyances religieuses lors des dernières décennies, une situation qui différencie l'Europe des autres continents. La sécularisation de la société s'est étendue et les fidèles n'hésitent pas sur des questions de société (avortement, naissances hors mariage, homosexualité) à s'affranchir des positions de leur Église. Le religieux n'a cependant pas disparu : il demeure une réalité sociale (fêtes, jours fériés) même s'il est de plus en plus relégué à la sphère privée et a pris d'autres formes, surtout depuis les années 1970.

Selon J.-P. Willaime, le religieux s'inscrit aujourd'hui dans une double logique. D'une part, une logique d'individualisation pousse certes les uns à renoncer à la religion mais d'autres à expérimenter de nouveaux mouvements religieux (« nébuleuse mystique spirituelle » avec exercices de méditation, travail sur le corps par exemple) ou à pratiquer une religion « à la carte » permettant de recomposer son propre univers de croyances. D'autre part, une logique de mondialisation conduit les Européens à des religions lointaines (bouddhisme, hindouisme). C'est la fin des liens entre religieux et souveraineté politique (*ejus regio, cujus religio*). Il y a ainsi déterritorialisation du religieux et passage d'une religion héritée à une religion choisie.

Loin de la quête du salut dans l'au-delà, les processus d'individualisation des croyances comme de la séduction des religions orientales sont très liés à la recherche d'un équilibre personnel, de la réalisation de soi que l'on pourrait rapprocher des méthodes de management pratiquées dans le monde de l'entreprise (P. Heelas).

L'UE est ainsi de plus en plus marquée par la pluralité religieuse et, au-delà, des religions anciennement présentes où la pratique religieuse décline ; le rôle de l'islam, des religions orientales et des nouveaux mouvements religieux s'affirme. Mais la sécularisation n'est pas remise en cause, elle s'organise, selon J. Habermas, dans une « société post-séculière » où la religion n'exerce plus de pression sociale mais garde son rôle en tant que ressource spirituelle, éthique ou culturelle.

2. Question d'actualité : le multiculturalisme britannique, un modèle ?

a. La définition

D'essence libérale, le multiculturalisme qui a pour finalité de gérer la pluralité de la société est un modèle d'intégration fondé sur la tolérance et le respect de la différence. Il s'oppose en partie au modèle républicain français reposant sur l'assimilation.

b. Des racines historiques

La nation britannique est récente. Elle correspond à l'avènement de l'empire qui a conduit dans un même élan, des « nations » anglaise, écossaise, irlandaise et galloise à la conquête du monde. L'État est multinational comme l'illustre le tournoi de rugby dit des Six Nations. C'est un État qui reconnaît sa diversité (dévolution accordée à l'Écosse).

Si la création du Commonwealth est déjà une idée multiculturelle avant la lettre, l'État post-colonial accorde le droit de vote aux immigrés résidant sur le sol britannique.

c. Les aspects

Outre le droit de vote aux élections municipales, des écoles publiques religieuses se sont développées (une sur trois aujourd'hui), les coutumes des différentes communautés sont respectées. À Londres, où trois cents langues sont parlées, les documents officiels sont traduits dans plusieurs dizaines d'entre elles. De même, jusqu'en 2005, le droit d'asile était accordé aux idéologues musulmans.

Dans les années 1960, face à la radicalisation de phénomènes racistes aux USA et en Afrique du Sud, le Royaume-Uni cherche à s'en prémunir en votant des lois anti-racistes qui entraîneront la définition de citoyens dénommés par leur « race » (après 1991) et par leur religion (après 2001) dans les recensements, afin de lutter contre les discriminations. Cela ne choquait pas dans un État aux « nations » diverses.

Cependant, en raison d'une immigration croissante de ressortissants du Commonwealth, dont le gouvernement n'avait pas pensé au départ qu'elle pût devenir massive (0,8 % d'immigrés en 1960), est voté le *Commonwealth Immigration Act* (1962) qui impose un système de permis de travail aux immigrés.

d. La réalité de la société

Si la réussite sociale et l'intégration de certaines communautés sont réelles, notamment chez les Indiens et les Afro-Caribéens même si leur niveau de revenus est globalement inférieur à la moyenne, en revanche, elles ne le sont guère chez les communautés musulmanes pakistanaises et bengladeshies. Les musulmans connaissent ainsi un taux de chômage triple de la moyenne nationale.

La ségrégation spatiale dans les villes liée à des facteurs économiques s'accompagne souvent d'une ségrégation ethnique que le développement des écoles religieuses n'a fait qu'amplifier.

Le Royaume-Uni connaît des émeutes urbaines à caractère racial tandis qu'en France, bien qu'elles ne soient pas absentes, elles sont plutôt dirigées contre les institutions. De même, les attentats de l'été 2005 à Londres perpétrés par de jeunes Britanniques musulmans nés au Royaume-Uni mais d'origine pakistanaise ont montré les limites de l'intégration face à l'islamisme hostile au modèle occidental.

La remise en cause du voile intégral comme marque de séparation, puisqu'il empêche la communication, traduit une évolution du pouvoir.

e. Les faiblesses du modèle

L'économiste indien A. Sen dénonce la confusion faite par le pouvoir entre la liberté culturelle qui repose sur une libre adhésion aux traditions de la communauté et le conservatisme culturel subi par ses membres. Au nom de la liberté, le Royaume-Uni n'a pas permis l'égalité entre les individus. De même, il a surtout caractérisé les populations par leur identité religieuse et ethnique en dialoguant avec les leaders religieux négligeant la reconnaissance d'identités politique, économique et sociale plus ouvertes. En multipliant les écoles religieuses aux dépens d'écoles où l'enseignement se fait en anglais, il a renforcé la ségrégation culturelle, qui, associée à la ségrégation résidentielle, est le symptôme d'une infériorité sociale héritée du passé et entretenue par le chômage et la pauvreté, créant un cercle vicieux de l'exclusion. Selon une enquête, 81 % des musulmans considèrent que leur foi est un facteur d'identité plus important que leur citoyenneté et 40 % voudraient que la charia soit imposée dans les zones où ils sont majoritaires.

Plus que de multiculturalisme, A. Sen parle de « monoculturalisme pluriel » où les cultures restent ancrées au sein d'identités culturelles et religieuses traditionnelles et ne favorisent pas l'intégration.